LA GUERRE germano-soviétique

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

L'avance allemande en direction de Leningrad

Berlin, 17. — Le D.N.B. apprend que les combats de retraite livrés par les bolchevistes à l'est de Pskow, au cours de la journée du 15 juillet, ont démontré que les troupes soviétiques en déroute tentent de se dégager de l'emprise des troupes poursuivantes allemandes en abandonnant d'importantes arrière-gardes aguerries dans divers secteurs du front est.

Il est évident que les potentats bolchevistes veulent organiser leur nouvelle défense en sacrifiant ces arrière-gardes. L'avance rapide allemande en direction de Leningrad a contraint les forces bolchevistes à reprendre la lutte et leur a infligé de lourdes pertes.

LES BOMBARDEMENTS DE VOIES FERRÉES

Berlin, 16. — Le 15 juillet, des avions de combat allemands ont attaqué avec succès les nœuds de communications dans la région de Saint-Pétersbourg. Des voies ferrées, des rampes de chargement et des trains à l'arrêt ont été efficacement couverts de bombes. De même dans le triangle Smolensk-Moscou-Brjans, des bombardements de voies ferrées ont donné de bons résultats. Ces lignes de chemin de fer extrêmement importantes pour les mouvements de retraite des Russes ont été coupées à plusieurs endroits et ne pourront plus transporter de troupes russes pendant longtemps.

LES AVIONS ALLEMANDS ONT DÉTRUIT L'ENSEMBLE DES MOYENS DE RENSEIGNEMENTS DES SOVIETS

Berlin, 16. — L'agence D.N.B communique de source allemande autorisée qu'un des plus grands succès remportés par l'arme aérienne allemande a été la destruction de l'ensemble des moyens de renseignements des Soviets ainsi que celle d'un grand nombre de postes d'Etat-Major, ce qui eut pour conséquence de séparer les troupes de leur commandement ou de les en priver complètement.

Des officiers russes faits prisonniers ont confirmé que le service de renseignements soviétique avait été désorganisé dès les trois premiers jours de la guerre, par suite des destructions que les avions allemands avaient causées aux bureaux de poste et aux canalisations des câbles à grande distance.

Les Allemands progressent à travers une forêt en flammes

Berlin, 16. — Au cours de combats à la frontière russo-finlandaise, des troupes allemandes et finlandaises ont attaqué le 15 Juillet les positions soviétiques près de Salla. Les unités soviétiques, retranchées derrière les marais, avaient espéré en vain pouvoir empêcher l'avance des forces germano-finlandaises à travers ces obstacles naturels.

Lorsque les premiers groupes de combat allemands firent leur apparition, les bolchevistes mirent le feu à la forêt. La marche des Allemands se poursuivit néanmoins à travers la fumée suffocante, le sous-bois en feu et les troncs d'arbres renversés.

Par un chemin construit en hâte par un bataillon de génie, les chars allemands s'avancèrent vers une hauteur puissamment occupée par l'ennemi. Les chenilles creusent le sol de la forêt en feu. Les formations antichars lancent leurs grenades qui éclatent dans les fortins. Les bolchevistes abandonnent la hauteur et prennent la fuite. Peu après, les troupes d'infanterie se mêlent à la bataille et nettoient tout le secteur des restes dispersés des troupes soviétiques.

UNE GARE SOVIÉTIQUE BOMBARDÉE AU SUD DE LENINGRAD

Berlin, 16. — Deux avions de combat allemands ont arrosé de bombes dans la soirée du 15 juillet, une gare de transit au Sud de St-Pétersbourg. Dès le premier survol, les voies et plusieurs wagons ont été touchés. Les violentes explosions qui se poursuivirent après la chute des bombes prouvent qu'un train de munitions a été touché.

Les avions allemands furent fortement secoués par la violence du déplacement d'air. Au deuxième survol, les bombes touchèrent un train de marchandises composé de nombreux wagons-citernes qui entrait précisément en gare. En un clin d'œil, un immense brasier se propagea. Plusieurs explosions plus ou moins violentes s'en suivirent. Un avion allemand a été légèrement endommagé par un débris de locomotive qui avait été projeté dans l'espace.

Les armées soviétiques en déroute

Berlin, 17. — Des avions de reconnaissance allemands évoluant au-dessus du territoire soviétique ont remarqué que la retraite des armées soviétiques prend de plus en plus l'aspect d'une débandade de troupes en complète désorganisation, qui, réduites à des détachements et à des colonnes isolées encombrent, en se refoulant les unes les autres, toutes les routes et tous les chemins menant vers l'Est.

Le D.N.B. apprend qu'on ne doit plus s'attendre de la part de ces masses en déroute à une action guerrière proprement dite.

Leur situation permet plutôt de conclure que l'armée soviétique est encore uniquement capable d'opposer une résistance partielle aux incessantes attaques allemandes.

L'ACTIVITÉ DE LA « LUFTWAFFE »

Berlin, 17. — Au cours de la journée du 16 Juillet, l'aviation allemande a de nouveau soutenu les opérations des formations de l'armée de terre en attaquant avec succès d'importants objectifs militaires soviétiques.

Dans la partie méridionale du front Est, une colonne de renfort a été bombardée au Nord de Winniza.

Quatorze camions automobiles transportant des armes et des munitions ont été détruits.

Des Stukas allemands ont encore bombardé un train de marchandises qui devait amener au front du matériel de guerre ainsi que du carburant.

Six positions d'artillerie soviétiques ont été bombardées et réduites au silence.

148 AVIONS BOLCHEVISTES ANÉANTIS

Berlin, 16. — Le 15 juillet, l'arme aérienne allemande a abattu en combats aériens 42 avions soviétiques et détruit au sol 106 appareils ennemis. Le 15 juillet, il a donc été anéanti au total 148 avions bolchevistes.

Le communiqué finlandais

Helsinski, 16. — On communique officiellement :

Mardi et mercredi, l'ennemi n'a pas jeté de bombes sur la Finlande.

Les chasseurs finlandais et la D.C.A. ont abattu huit avions ennemis.

Depuis le début de la guerre, 114 appareils ennemis ont été descendus au-dessus du territoire finlandais.

LE COMMUNIQUÉ HONGROIS

Budapest, 16. — Le chef de l'Etat-Major des Honveds communique :

Nos formations blindées en collaboration avec les troupes allemandes, ont attaqué avec succès les arrière-gardes soviétiques et les ont repoussées.

Un croiseur soviétique torpillé

Berlin, 16. — Au cours de la journée du 15 juillet, des vedettes rapides allemandes ont effectué un raid dans les eaux territoriales soviétiques de la Mer Baltique orientale et se sont heurtées à une escadre de forces navales bolcheviques. Malgré la violente défense des soviétiques, les vedettes rapides allemandes purent placer une torpille qui endommagea gravement un croiseur-torpilleur soviétique.

Les vedettes poursuivirent ensuite leur raid sans avoir essuyé la moindre perte.

Du côté allemand on constate que, jusqu'à présent, la marine de guerre soviétique n'a pu effectuer la moindre opération dans la Mer Noire ni dans la Baltique. Par contre, l'aviation et la marine de guerre allemandes ont, en étroite collaboration avec leurs alliés, infligé de lourdes pertes à la marine de guerre soviétique.

L'ESPIONNITE SÉVIT A MOSCOU

Vichy, 17. — Le « Nouvelliste » publie le communiqué suivant d'Ankara :

« Suivant les déclarations de réfugiés venant de l'U.R.S.S. et qui ont réussi à franchir la frontière turque, une crise d'« espionnite » sévit actuellement à Moscou. Tous les étrangers sont étroitement surveillés. On a rappelé du front les unités « de confiance » qui seront chargées de maintenir l'ordre à l'intérieur du pays.

De nombreux suspects ont été arrêtés et jugés par les conseils de guerre.

A Leninakan, des centaines de réfugiés, sans nourriture et sans abri, attendent l'autorisation de franchir la frontière. Ils sont l'objet d'interrogatoires continuels. Les hommes ont été déshabillés et leurs corps ont été enduits de certains produits chimiques dans le but de découvrir une éventuelle correspondance secrète tracée au moyen d'encre sympathique.

NOMBREUX AUMONIERS ALLEMANDS DÉCORÉS DE LA CROIX DE FER

Berlin, 16. — Tout comme dans les campagnes de Yougoslavie et de Grèce, de nombreux prêtres catholiques se sont distingués, au cours des opérations sur le front russe. 27 aumôniers catholiques ont été décorés de la croix de fer de seconde classe et 4 de la croix de fer de première classe.

Lors de l'occupation de la Crète, deux prêtres catholiques et trois pasteurs protestants sont descendus en parachute, au plus fort de la lutte pour assister les médecins dans les soins à donner aux blessés. Deux aumôniers sont morts ici au champ d'honneur.

Le gouvernement soviétique s'installe à Kazan

New-York, 16. — Sur la foi d'information de source compétente parvenues dans la capitale fédérale, on mande de Washington au « New-York Times » que les offices gouvernementaux soviétiques et les autorités quittent Moscou pour s'installer à Kazan, à 450 milles à l'Est de la capitale.

D'après le journal américain, seul le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères fait exception. Il reste provisoirement à Moscou. C'est pourquoi le corps diplomatique ne quittera pas pour l'instant la capitale soviétique.

30.000 agents communistes opéraient en France

25.000 d'entre eux sont sous les verrous

Paris, 16. — Un correspondant particulier du « Matin » mande de Vichy que le Komintern disposait en France de 30.000 agents à sa solde, dont 25.000 ont déjà été mis hors état de nuire.

Après le départ de l'ambassade de l'U.R.S.S., une perquisition a été opérée dans les locaux de l'ambassade.

On y a trouvé des caisses bourrées de documents prouvant que les Soviets, protégés par l'immunité diplomatique, se livraient à une formidable propagande bolcheviste.

Dans une cave, on a découvert les débris d'un poste émetteur secret.

Bien que le personnel de l'ambassade fût très nombreux on comptait encore quatre-vingts attachés commerciaux dans les diverses régions industrielles.

Sur 30.0000 agents communistes se trouvant en France et payés par le Komintern, environ 19.000 ont été arrêtés et 6.000 se trouvent en détention préventive.

ECHOS et CARNET

CALENDRIER. — **Vendredi 18 Juillet 1941.** — Soleil : Lever à 6 h. 8' ; coucher à 21 h. 43.

Aujourd'hui : Saint Camille. — Demain : Saint Vincent de Paul.

IL Y A UN AN

18 Juillet 1940. — Les Allemands occupent l'île d'Ouessant.

LA GUERRE AVEC NAVALE ET AÉRIENNE

La « Luftwaffe » bombarde le port de Margate

Berlin, 16. — Des avions de combat allemands ont sérieusement endommagé, la nuit dernière, en vue des côtes britanniques, à hauteur de Newcastle, deux cargos jaugeant respectivement 5.000 et 3.000 tonnes.

Un groupe de Stukas a attaqué le port de Margate. Des coups directs ont été enregistré sur le môle et les hangars.

Le 15 juillet, des avions de reconnaissance à grand rayon d'action ont poursuivi leur activité au-dessus du territoire britannique, et notamment au-dessus du Pays de Galles et du littoral sud-ouest de l'Angleterre. Tous les avions ont rapporté de ces vols des observations très intéressantes.

Les chasseurs allemands ont descendu, la nuit dernière, trois avions britanniques qui survolaient le territoire du Reich.

En Afrique du Nord, les avions de combat ont bombardé, cette nuit, un dépôt de matériel près de Marsa-Matrouk, ainsi que plusieurs aérodromes.

TROIS AVIONS ANGLAIS ABATTUS EN HOLLANDE

Berlin, 16. — Au cours de cet après-midi, plusieurs bombardiers anglais du type Bristol-Blenheim, protégés par un ciel bas, ont essayé d'attaquer les installations maritimes de la ville de Rotterdam.

Se dégageant des nuages qui les protégeaient, les aviateurs anglais ont lâché à l'aveuglette plusieurs bombes incendiaires et explosives qui sont tombées dans les champs. Les dégâts sont peu importants.

Trois des avions assaillants ont été descendus par la D.C.A. Les autres ont rebroussé chemin.

LA SITUATION DES ÉGLISES DANS LE REICH

L'hebdomadaire « Das Reich » de cette semaine publie un intéressant article relatif à la situation des églises dans le Reich et à l'activité du ministère des Cultes. Nous en reproduisons les passages essentiels suivants :

« Il y a six ans déjà, la nécessité de confier à un ministère spécial toutes les questions ayant trait aux églises et aux cultes s'est fait sentir dans le Reich. Le « Ministère des Cultes du Reich » créé en vertu de l'arrêté du Fuehrer en date du 16 juillet 1935, constituait en Allemagne une innovation au point de vue du droit public. Ce furent surtout la fusion en juillet 1933 de toutes les églises évangéliques en une seule Eglise évangélique allemande et le Concordat que le Reich avait conclu, également en juillet 1933, avec le Vatican qui rendirent nécessaire la création d'un Ministère des Cultes.

En tant qu'administration de l'Etat, ce département a donc pour mission de s'occuper exclusivement des relations officielles entre l'Etat et les Eglises. L'idée directrice qui est à la base de son activité consiste dans le fait que les services ne s'immiscent en aucune façon, ni dans les coutumes, ni dans la liturgie de la pratique religieuse, ni encore dans l'exercice du culte des diverses églises.

Une division centrale qui concentre toutes les questions administratives ressortissant du département règle tous les problèmes généraux ainsi que toutes les affaires personnelles, financières et juridiques.

Deux autres sections s'occupent respectivement sous la direction du Dr Stahn et du Dr Roth, des questions ayant trait à l'Eglise évangélique et aux celles relatives à l'Eglise catholique romaine.

45 MILLIONS DE PROTESTANTS

Des 96 millions d'habitants que compte la Grande Allemagne (non compris le gouvernement général) 45 millions sont de confession protestante. D'après les données du Département, il existe 19.600 communautés d'églises protestantes desservies par 17.000 ministres.

Par suite d'anciennes obligations, reprises par le gouvernement du Reich, l'Etat paie à l'Eglise protestante environ 72 millions de Reichsmark par an, tandis que le traitement des ecclésiastiques est estimé à environ 130 millions de Reichsmark.

Les organes financiers de l'Etat accordent encore un autre subside à l'Eglise protestante en ce sens qu'ils rassemblent par le canal de leurs diverses administrations une somme annuelle d'environ 150 millions de Reichsmark sous forme d'impôt d'église.

D'autre part, le culte évangélique dispose également d'un montant d'environ 4 millions de Reichsmark par an, provenant de collectes et de revenus fonciers divers.

28 MILLIONS DE CATHOLIQUES

La section catholique du département est organisée d'une façon analogue.

En 1940, le Reich comptait 28 millions de catholiques.

Etant donné la position dogmatique de l'Eglise catholique, l'Etat a évidemment été obligé de tenir compte de ce facteur. Les évêques sont nommés par le Pape après accord du gouvernement du Reich. Ils prêtent serment de fidélité à l'Etat. Au point de vue confessionnel catholique, le Reich est divisé en onze circonscriptions comprenant 25 diocèses (sans compter le gouvernement général). Six archevêques ont été élevés à la dignité cardinalice.

35.103 ecclésiastiques desservent 17.183 communautés catholiques. Les ordres réguliers jouent également un grand rôle dans l'activité catholique. Y compris la marche de l'Est, on compte dans le Reich, 970 ordres réguliers masculins et 8.991 ordres féminins comptant respectivement 22.701 religieux et 119.000 religieuses. L'Etat accorde à l'église catholique un montant annuel de 56 millions de Reichsmark, servant à rémunérer les évêques et les prêtres, à subsidier les facultés théologiques, à indemniser les aumôniers militaires, ainsi que ceux des prisons et des hôpitaux et à contribuer à l'entretien des églises catholiques.

En outre, l'Etat met à la disposition de l'Eglise romaine une somme annuelle d'environ 120 millions de Reichsmark, qu'il perçoit sous forme d'impôt d'église.

L'Etat accorde également des subventions aux églises orthodoxe et ancienne-catholique (évêchés de Bonn, Vienne et Warnsdorf) qui comptent respectivement 50.000 et 100.000 adhérents et dont les chefs spirituels ont prêté serment de fidélité au Fuehrer.

POUR LA SOLUTION DES CONFLITS D'ORDRE JURIDIQUE

Une section spéciale du ministère des Cultes s'occupe également de la solution, par voie de compromis, de tous les conflits juridiques pouvant se produire au sein de l'église évangélique. Depuis sa création, 175 affaires, dont plus de la moitié, ont pu être résolues à l'amiable, lui ont été soumises. Le département contribue ainsi à établir une jurisprudence ecclésiastique d'Etat, dont l'importance ne peut être sous-estimée.

La tâche du ministère ne consiste pas à s'ériger en juge et à aplanir des différends de nature purement religieuse. Son activité ne s'exerce pas « ex cathedra ». Sa mission consiste à discuter avec les autorités ecclésiastiques tous problèmes qui se rapportent directement et matériellement aux relations entre l'Eglise et l'Etat.

Le communiqué italien

Rome, 16. — *Le Grand Quartier Général communique :*

En Afrique du nord, des avions italiens et allemands ont attaqué à nouveau des ouvrages fortifiés, des batteries et des installations du port de Tobrouk. D'autres escadrilles aériennes allemandes ont attaqué des aérodromes ennemis avancés.

L'ennemi a survolé quelques localités de la Cyrénaïque. Un avion anglais fut abattu par la D.C.A. aux environs de Bardia.

En Afrique orientale, une colonne de troupes italiennes d'Uolchefit a, dans la journée du 13 juillet, entrepris une avance audacieuse contre les positions ennemies. Elle a maîtrisé la résistance de l'ennemi dont les sections sont en fuite.

Le 14 juillet, des formations de nos troupes coloniales d'Uolchefit ont attaqué des unités hindoues et les ont chassées de leurs positions. Notre artillerie a abattu un appareil ennemi aux environs de Gondar.

LA MENACE AMÉRICAINE

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Le Dr Megerlé trouve particulièrement remarquable le fait que les Etats-Unis, pour justifier leur désir d'établir des bases militaires en Islande, aient présenté l'argument que l'Allemagne projetait l'occupation de l'Irlande.

Et il conclut :

« Cette exigence de Roosevelt de désigner à sa guise dans toutes les parties du monde les bases qui lui semblent nécessaires pour assurer la sécurité de l'hémisphère occidental constitue pour l'Irlande et pour toute l'Europe un danger d'autant plus grand, que l'impérialisme roosveltien collabore avec le bolchevisme et que, dès lors, la menace qui pèse sur l'Europe, tant à l'est qu'à l'ouest, se confond en un unique danger.

Les Anglais quitteront-ils l'Islande ?

Amsterdam, 16. — Répondant aux Communes à un député qui demandait quand les troupes anglaises quitteraient l'Islande, M. Eden, chef du Foreign Office, a déclaré qu'il ne s'agissait là que d'une question de temps. L'affaire doit être considérée telle qu'elle a été exposée par M. Roosevelt dans sa déclaration au premier ministre islandais, à savoir qu'il était disposé à envoyer des troupes américaines tout d'abord pour compléter l'occupation anglaise, ensuite pour la remplacer.

M. Hopkins est parti pour Londres

New-York, 16. — On apprend dans les milieux bien informés de Washington que M. Hopkins, conseiller du président Roosevelt, et chargé de l'exécution du programme d'aide à l'Angleterre, est parti en avion pour Londres. On se refuse dans la Maison Blanche à commenter ce voyage, mais on suppose que M. Hopkins est chargé de recueillir des informations sur la situation militaire de la Grande-Bretagne. Il s'agirait donc d'une réédition du voyage qu'il fit en Europe en janvier-février de cette année.

Les illusions de M. Alexander Premier lord de l'Amirauté

Amsterdam, 17. — Au cours d'un déjeuner auquel assistaient entre autres M. Maisky, ambassadeur des Soviets, et M. Wellington-Koo, ministre du gouvernement de Tchoung-King, M. Alexander, premier lord de l'Amirauté, a prononcé un discours dans lequel il a traité de la bataille de l'Atlantique.

La radio anglaise annonce à propos de ce discours que M. Alexander a tout d'abord souhaité la bienvenue aux hôtes étrangers et en particulier à l'ambassadeur Maisky et qu'il s'est ensuite exprimé comme suit :

« En juin 1940, la France a « abandonné » la Grande-Bretagne. En ce moment, l'U. R. S. S. s'est cependant rangée aux côtés de l'Angleterre. Jadis, la France a été vaincue en l'espace de quelques semaines, tandis qu'à l'heure actuelle, a prétendu Alexander, après plus de trois semaines de guerre, l'U. R. S. S. est « plus forte que jamais ».

Le premier lord de l'Amirauté a encore déclaré :

« Nous devons encore traverser la période la plus mauvaise de la guerre ».

Il a exigé que l'Angleterre mette encore en œuvre des moyens plus puissants et plus importants.

« Notre existence dépend de l'Atlantique, a poursuivi M. Alexander, et s'il nous est donné de pouvoir exterminer les sous-marins et les avions à grand rayon d'action allemands qui l'infestent, notre force deviendra de jour en jour plus grande pour être finalement d'une supériorité écrasante ».

Pour terminer sa déclaration peu enthousiaste, M. Alexander a qualifié l'action des Etats-Unis en Islande comme constituant « un fait de haute importance ».

Il a ajouté qu'il était convaincu qu'à la suite de cette entreprise, les Etats-Unis seraient à même de mettre efficacement en exécution leur intention nettement déclarée de protéger l'hémisphère occidental.

Violentes critiques de Churchill au Sénat américain

Washington, 16. — L'interview de M. Wedgewood, membre du Parlement anglais, et les diffamations qui y sont contenues contre le sénateur américain Wheeler, ont provoqué les critiques les plus acerbes contre la provocation des Anglais à la guerre. Le sénateur Wheeler lut l'interview devant le Sénat qui manifesta son mécontentement sur les remarques de Wedgewood.

Wheeler accusa le gouvernement des Etats-Unis de saboter intentionnellement l'enquête exigée il y a quelque temps par le sénateur Clark Gero, sur la propagande britannique aux Etats-Unis. Ayant annoncé que même des Anglais se trouvaient sur la liste de traitements du gouvernement américain, Wheeler déclara que le gouvernement empêchait l'enquête d'aboutir, pour que le peuple américain ne puisse voir à quel point la propagande s'étendait aux Etats-Unis et quelles sommes elle y dépensait. Les frais de la propagande britannique pour entraîner les Etats-Unis dans la guerre sont estimés par M. Wheeler à ces 150 millions de dollars que l'Angleterre, d'après lord Northcliffe, aurait versés en 1917 dans le même but en Amérique.

Dans l'échange de vues qui suivit Churchill fut aussi l'objet de violentes attaques. Le sénateur Tobey qualifia Wedgewood de commis de Churchill. Ce dernier avait un jour déclaré que le meilleur moyen d'obtenir l'aide américaine était de faire couler le sang yankee sur les champs de bataille. Le sénateur Wheeler reprit la parole pour déclarer que Churchill critique certains Américains, mais qu'il n'a pas accompli grand chose dans son propre pays. Les quatre libertés de Roosevelt n'existent pas en Angleterre, ni aux Indes, ni en Egypte. Les Anglais peuvent duper Willkie, Knox et Morgenthau, mais pas le Congrès des Etats-Unis. Le peuple américain ne permettra pas aux Anglais de dicter la politique des Etats-Unis.

DÉMISSION DU GOUVERNEMENT DE TOKIO

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

La démission fut décidée à 17 h. à une réunion spéciale chez le prince Konoye, d'où le premier ministre partit aussitôt pour Hayama. Le prince Konoye revint à Tokio, réunit les membres du cabinet et leur communiqua l'ordre de l'empereur de rester en fonctions jusqu'à désignation de leurs successeurs.

M. Matsuoka n'avait pu assister à la séance par suite d'un refroidissement dont il souffre depuis quelque temps. Le secrétaire en chef du cabinet, M. Tomita, se rendit chez M. Matsuoka pour prendre acte de sa démission.

La suppression des partis est envisagée

Tokio, 16. — M. Kuhara, ex-président de l'organisation Seiyukao, qui était le groupe le plus influent du parlement japonais, avant la dissolution des partis, a démissionné de ses fonctions de conseiller du cabinet.

Au cours de deux entretiens qu'il a eus avec le prince Konoye, président du Conseil, M. Kuhara a fait ressortir qu'aujourd'hui encore les conseillers du cabinet étaient choisis parmi les membres des anciens partis politiques et que, par conséquent, l'influence des partis sur la conduite des affaires de l'Etat n'avait guère cessé.

M. Kuhara a souligné qu'ayant toujours lutté pour la suppression des partis politiques, il souhaitait que sa démission provoque la dissolution définitive des partis.

M. Kuhara a ajouté :

« En ces temps-ci, il ne peut exister de partis politiques entre le peuple et le gouvernement ».

M. Kuhara a engagé les chefs des anciens partis japonais à démissionner de leurs fonctions de conseillers de cabinet.

LA FRANCE ENTEND DÉFENDRE SON EMPIRE

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

» Une forme encore d'héroïsme, l'obstination au labeur, que par fidélité aux directives du maréchal montrent les populations de nos territoires lointains ne disposant avec la métropole que de communications incertaines. N'était l'activité de la croisière britannique, la France ne manquerait grâce à ce labeur, ni de riz, ni de sucre, ni de caoutchouc, ni d'huile, ni de café. Je parle de Madagascar, de la Réunion, de nos Antilles, de la Guyane, de Saint-Pierre et Miquelon, je parle de notre grande et belle Indochine. Je leur adresse à tous le salut affectueux et reconnaissant de la métropole.

» Et comment ne pas mentionner enfin le splendide attachement à la France de notre Afrique, de l'Afrique que du Nord et de l'Afrique Noire dont les populations sont si loyalement groupées autour de chefs qui joignent à la fermeté une compréhension si parfaite des peuples qu'ils administrent.

» C'est appuyé sur de pareils chefs que M. le délégué général du Gouvernement en Afrique française, l'illustre général Weygand, symbolise aux yeux de nos peuples le devoir et la loyauté, l'amour de la patrie. Français, vos ancêtres ont fondé l'Empire ; guidée par la volonté d'un gouvernement qui embrasse de la même sollicitude attentive la métropole et ses territoires lointains, la France du maréchal entend désormais unir ses efforts pour défendre et maintenir, puis mettre en valeur cet Empire dont elle est la dépositaire et qu'elle entend conserver parce qu'elle s'en sait digne. C'est précisément ce que veut montrer la Semaine qui s'ouvre, consacrée, dans la gravité de l'heure, à la gloire de la France d'Outre-mer. »

LE MARÉCHAL PÉTAIN ASSISTE A UNE CONFÉRENCE

Vichy, 16. — Le maréchal Pétain a assisté ce matin à une conférence du capitaine de vaisseau Vierd, sur Brazza et la dissidence du Gabon qui a été suivie de la présentation d'un film retraçant la vie du grand colonisateur.

Longuement acclamé par l'assistance, le chef de l'Etat a été reçu à son arrivée par l'amiral Platon, secrétaire d'Etat aux Colonies et les honneurs militaires lui ont été rendus par un détachement de fusiliers marins.

Le chef de l'Etat était accompagné du général Huntziger, ministre de la Guerre, de M. Carcopino, secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et à la Jeunesse, de M. Chevalier, secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé.

LA MARINE JAPONAISE SURVEILLE ATTENTIVEMENT LES MOUVEMENTS DE LA FLOTTE AMÉRICAINE

Tokio, 16. — Le journal « Yomiuri Shimbun » écrit :

Les mouvements de la flotte américaine dans le Pacifique n'échappent pas à l'attention de la marine nippone ; cette dernière ne reste évidemment pas inactive en face des opérations des navires de guerre américains dans les eaux de l'Asie orientale.

» Le but que poursuivent les Etats-Unis semble être d'encercler les îles japonaises du Pacifique sud par la création d'une série de bases dans les îles américaines. Il est significatif que la majorité des bâtiments de la flotte américaine soient toujours stationnés dans le Pacifique. Si l'on tient compte, par ailleurs, des déclarations de M. Knox, ministre de la Marine des Etats-Unis, il devient évident que l'Amérique cherche à se garantir dans le Pacifique d'un ennemi hypothétique.

Le « Yomiuri Shimbun » évalue la force de l'escadre américaine dans le Pacifique à 12 vaisseaux de ligne, 11 croiseurs lourds, 14 croiseurs légers, 3 porte-avions, 2 destroyers et 31 sous-marins. Cette escadre est concentrée dans les eaux hawaïennes, d'où elle est prête en permanence à appareiller pour les destinations qui lui seraient indiquées.

COMMISSAIRES DE POLICE

Le **l'Officiel** : M. Darley Louis, est nommé commissaire principal de la police nationale de 3e classe, chef de la sûreté à **Roubaix**, en remplacement de M. Morellon.

M. Gautier Henri, est nommé commissaire de la police nationale de 3e classe, 2e échelon, à **Roubaix**, en remplacement de M. Uriac, (intérêt de service).

Les dispositions de l'arrêté étendant la juridiction du commissaire de police de Saint-Amand à tout le territoire de la commune de **Raismes** (Nord) sont et demeurent rapportées.

La juridiction du commissaire de police d'Anzin est étendue à tout le territoire de la commune de Raismes (Nord).

mbfpd QwQi.

DANS LA RÉGION

UN VIEILLARD DÉMENT ARMÉ D'UNE FAUX, BLESSE SA VOISINE ET RESTE PRÈS D'UNE HEURE DANS UNE RIVIÈRE, AU CATEAU

DÉSARMÉ ET RETIRÉ DE L'EAU IL A ÉTÉ CONDUIT A L'ASILE D'ESQUERMES

Une scène tragi-comique s'est déroulée **au Cateau**, dans la matinée, rue du Collège où habite M. Pierre-Joseph-Eloi Foix âgé de 74 ans, ancien tisseur, qui a pour voisine Mme Vve Richard née Armeline Bernier, âgée de 65 ans. Vers 7 h. du matin, Mme Vve Richard descendait les escaliers lorsque M. Foix, son voisin qui l'attendait armé d'une faux, se précipita sur elle et lui porta trois coups de son arme. Mme Richard rentra vivement dans sa chambre et Foix, son coup fait, se sauva dans la rue, emprunta le pont d'Arcole et la rue de la Digue, poursuivi par des voisins et des passants. Toujours en possession de sa faux, il se jeta dans la rivière « la Selle » où il resta pendant trois quarts d'heure.

Personne n'osait approcher M. Foix, qui menaçait de se servir de son arme. Finalement, après avoir parlementé pendant trois quarts d'heure, on parvint à désarmer Foix et M. Monnier, maître-nageur, le retira de la rivière. On conduisit le vieillard au commissaire de police où on le fit sécher en attendant l'arrivée du docteur Porrieu, chargé de l'examiner.

M. Waelens, commissaire de police, ouvrit immédiatement une enquête et apprit que M. Foix vivait en mésintelligence avec sa voisine et que depuis quelques jours il avait une allure bizarre et ne mangeait pas.

Le docteur Porrieu, qui l'a examiné, a reconnu une congestion causée par le bain prolongé dans la rivière et a décidé de le faire mettre pendant quelque temps à l'Asile d'aliénés d'Esquermes en attendant de statuer sur son sort.

Quant à la blessée, Mme Vve Richard, elle fut visitée à son domicile par M. le docteur Huttin qui constata une blessure superficielle au cuir chevelu et une autre à la base du nez. Son état n'est pas grave.

M. Foix a été conduit à Esquermes.

LA PLAGE DE MALO-TERMINUS RETROUVE LA VOGUE

Par suite de concours de circonstances créées par les événements actuels, il est d'étranges situations. Certaines plages très en vogue il y a deux ans, sont maintenant désertes, et de tout petits « trous » bien tranquilles connaissent aujourd'hui l'affluence. Nous en avons la preuve flagrante avec la plage de Malo-Terminus.

Cette dernière connut la grande vogue il y a une quinzaine d'années. Mais, hélas ! sa sœur voisine lui fit une grosse concurrence et lui prit la presque totalité de ses baigneurs.

A l'heure actuelle, la plage de Malo-les-Bains est inaccessible et par contre, celle de Malo-Terminus se trouve privilégiée. Les autorités de l'armée allemande tolèrent l'accès à la mer sur une distance de cent mètres environ de chaque côté de l'avenue de la Mer. Par ailleurs, cette tolérance s'exerce de 7 à 19 h.

Avec le beau temps qui existait la semaine dernière, il est inutile de dire que la « Petite Plage » fourmillait de baigneurs. Le dimanche et le lundi 14 juillet connurent une grosse affluence qui rappela quelque peu les saisons passées.

Et, soulignons que les usagers de ce bout de plage comprennent fort bien le privilège qui leur est accordé et respectent les limites imposées par les autorités compétentes.

AVIS AUX PRODUCTEURS D'ORGE, D'AVOINE, DE MAIS ET DE SARRASIN

La Préfecture communique :

Le marché des céréales secondaires va être réglementé par une loi qui sera très prochainement promulguée.

Cet acte réglementaire prévoit le rattachement obligatoire de tout producteur à un organisme stockeur, huit jours au plus tard après la publication de la loi.

Pour faciliter la tâche de l'Office des Céréales, les agriculteurs sont invités à présenter, dans le plus bref délai, à la Mairie du lieu de leur exploitation, le récépissé de leur déclaration des superficies ensemencées en céréales et à indiquer la coopérative ou le négociant habilité de leur choix auquel ils se rattachent en qualité d'adhérent ou de client pour leurs livraisons d'orge, d'avoine, de maïs et de sarrasin.

L'Office des Céréales fait appel à la bonne volonté de tous les producteurs pour qu'ils se soumettent à cette obligation dans les délais prescrits par la loi.

Il est précisé que cette formalité est obligatoire et que des sanctions seront prises à l'égard des agriculteurs qui ne satisferont pas à cette prescription légale.

L'Office des Céréales, en faisant appel au concours des producteurs compte sur leur esprit de devoir et de solidarité nationale.

L'EMPREINTE DU DIEU

Par Maxence VAN DER MEERSCH

— 36 —

Et un nouvel élan les précipita... On les vit s'enlever, armes en avant, s'emmêler, frapper du bec, des ailes, des pattes. Il n'y eut plus qu'une confuse bataille, deux boules vivantes, ébouriffées, informes, et d'où les plumes volaient. Cela dura quelques secondes, au milieu d'une clameur frénétique.

— Vas-y !

— Tiens ! Attrape !

— Tape ! Gomar ! Tape !

— Il en tient dans l'aile !

Gomar t'Joens étreignait la barre comme pour la casser. Son adversaire avait une contraction, une espèce de douloureux rictus, à chaque coup qui frappait sa bête. Et l'on voyait un garçon boucher qui, penché par-dessus les autres, le cou tendu, l'œil injecté, suait de grosses gouttes, et frappait le vide de ses poings, à gestes courts et inconscients, comme s'il avait eu, lui aussi, des armes aux poignets.

— La patte cassée, le bleu ! La patte cassée !

— Cent sous sur Gomar.

— Dix francs sur Gomar !

Du sang jaillit, un jet mince, de cette boule de plumes, et aspergea quelques assistants. Mais on s'en moquait bien ! On s'essuyait d'un geste machinal ; tout le monde était debout, haletant, tendu vers cette mêlée indistincte, ces deux choses informes et furieusement secouées qui roulaient au milieu du parc.

Et tout à coup, sans qu'on sût comment les deux bêtes se séparèrent, se retrouvèrent à un mètre l'une de l'autre, dépenaillées, sanglantes. Le bleu boitait, traînait sa patte droite brisée, tentait gauchement de la manœuvrer. Le grand rouge, le coq de Gomar, soufflait, ouvrait le bec et le refermait, ravalait des choses, du sang qui l'étouffait.

— Il en tient dans la « gave » disait-on. Il est engavé...

Ils reprirent des forces, une minute. On les sentait à bout. Et le temps passait.

On s'irritait, on craignait la partie nulle. On criait :

— Vas-y ! Vas-y, fainéant ! Tape, ne ! grande moule !

Le premier, le coq de Gomar revint au combat. Il avançait, tête basse, le cou long, l'œil injecté. L'autre, attendait, tressautait sur sa patte gauche, s'emmêlait lamentablement dans le membre casse qui traînait. Mais il ne fuyait pas, devant cette force qui allait l'écraser. Et le coq de Gomar fut sur lui.

Il y eut, une troisième fois, une confusion frénétique, le choc de deux fureurs, une volée de plumes et de gouttelettes rouges, le bruit sonore des armes frappant les planches. Un cri :

— Une joute de tête ! une joute de tête !

Et quand on put distinguer quelque chose, on revit les deux oiseaux côte à côte, abattus tous les deux, et les membres inextricablement emmêlés. Ils tressautaient, se débattaient, sans pouvoir se remettre debout. L'arme du grand coq de Gomar, chose fréquente, avait traversé la tête du coq bleu, et crève les deux yeux. Et le premier, retenu par sa patte, battait des ailes pour se relever, tandis que l'autre mourait dans une convulsion désespérée.

La même angoisse tenaillait tout le monde :

— Vas-y ! Vas-y !

Si le coq de Gomar restait aussi couché, la partie était nulle. Et on guettait, dans une crispation de tous les nerfs, les spasmes de la bête.

Il battit de nouveau des ailes, il eut un sursaut. Et, dans une clameur de toute la salle, il se redressa. Et il se tint debout, retenu par la patte à la tête de son ennemi abattu, essayant de partir, et secouant au bout de son éperon cette tête aveugle, aux deux yeux traversés, et d'où le sang coulait. Il la regardait de côté, de son œil dur et comme implacable. Et, du bec, il piquait la crête du vaincu, goûtait le tiède liquide rouge et gras.

— Une minute, annonça l'arbitre.

Le coq devait tenir debout trois minutes. Ce serait long. Gomar le sentait. Son coq « en avait dans la gave ». Il était debout, mais péniblement. On devinait qu'il usait ses forces.

Vers la deuxième minute, il commença à chanceler. Il ouvrait à demi les ailes, respirait fort, enflait largement son poitrail vaste, en un halètement rapide. Un flot de sang lui monta, une bave épaisse, bien qu'il ouvrît tout gr